

Présence et Action Culturelles

Points de vue

Pourquoi les grands s'inquiètent-ils soudain de la crise alimentaire mondiale ?

Crise alimentaire mondiale : quoi de neuf ?

La crise alimentaire mondiale fait ces derniers temps la une de la presse : envolée des prix, émeutes de la faim dans plusieurs pays du Tiers-Monde, multiplication des interventions sur les agro-carburants... Le nouveau et l'ancien directeur général du FMI (Fonds Monétaire International), Dominique Strauss-Khan et son compatriote Michel Camdessus, ont emboîté le pas au Commissaire européen Louis Michel, lui-même relayé par les directeurs généraux de la FAO (Food and Agricultural Organization) et du PAM (Programme Alimentaire Mondial) pour lancer plusieurs cris d'alarme sur les risques d'une crise alimentaire grave.

On peut pourtant se demander en quoi les récentes émeutes de la faim et la hausse des prix de l'alimentation constituent aujourd'hui un drame pire que celui qui frappe déjà, depuis plus de trois décennies, le 1,2 milliard d'humains extrêmement pauvres, en état chronique de survie.

Il y a trente ans déjà que des cris d'alarme sont lancés

Il y a trente ans, un mouvement citoyen international conduit par des radicaux italiens de gauche plaidait en faveur d'une action urgente pour empêcher qu'une partie croissante de l'humanité ne soit confrontée à la pénurie alimentaire. A l'époque, les sécheresses sans précédent – 10 années sans pluie dans les zones

sahéliennes – avaient eu pour conséquence la disparition des troupeaux nomades en Afrique sub-saharienne et la destruction de vastes étendues de terres arables pour les paysans semi-nomades de ces mêmes régions.

Parallèlement, la déforestation anarchique des versants boisés de l'Himalaya provoquait cette fois l'abondance des eaux qui inondaient les deltas du Gange au Bangladesh, emmenant vers la mer les sols alluvionnaires tellement précieux aux paysanneries bengalies pour la culture du riz. Et se faisaient également sentir les premiers effets tragiques de la destruction de la forêt amazonienne, entraînant la mort ou l'exode des peuples forestiers au Brésil.

Jean Fabre, directeur de l'information à la CNUCED¹ était alors leader du Mouvement des radicaux de gauche. C'est lui qui lança « Survie », qui obtint au début de la décennie 80 que certains Etats, dont la Belgique et l'Italie, adoptent un Fond de survie. De son côté, le Commissaire européen Edgard Pisani déploya toute son énergie pour que l'ONU convoque une Assemblée extraordinaire pour l'Afrique.

Depuis une dizaine d'année, Jean Ziegler, rapporteur spécial des Nations Unies contre la pauvreté, s'évertue à alerter la Communauté internationale sur la paupérisation croissante de

¹ Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement.

population, victime de la faim dans un nombre toujours plus important de pays.

En 2000 à l'occasion du nouveau millénaire, l'ONU, avec l'appui de l'ensemble des pays de la planète, se lançait dans un programme ayant pour objet d'éliminer à l'horizon de 2015 la moitié de l'extrême pauvreté. Ambitieux, s'agissant des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), visant à accroître l'aide publique au développement et à fixer des objectifs précis tels que l'éducation et l'alphabétisation pour toutes les petites filles et petits garçons, l'accès à l'eau potable pour tous...

En 2005, de grands spécialistes mondiaux réunis par le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, autour de Jeffrey Sachs pour évaluer les résultats des cinq premières années des OMD allaient commettre une faute : dire tout haut, de manière un peu crue, ce que les Chefs d'Etat n'avaient pas vraiment envie d'entendre : les progrès enregistrés ici et là étaient largement insuffisants pour atteindre les objectifs fixés par les Nations Unies car, comme l'écrivait dans son pré-rapport J. Sachs, l'effort des pays riches était en deçà des promesses faites en 2000 et peu adapté aux défis à relever.

Le rapport présenté par le Secrétaire général à l'Assemblée générale en septembre 2005, appelé Sommet du Millénaire, sera donc édulcoré, laissant croire que tout était encore possible en vue d'atteindre les objectifs de développement ambitieux pour 2015.

A la racine du mal, le dumping et la spéculation, bien plus qu'une insuffisante production

Il y a une dizaine d'années, les experts comme Jean Ziegler dénonçaient les prix subventionnés par les USA et l'UE en vue de vendre leurs produits alimentaires en dumping dans le monde. Dumping qui a pour effet de concurrencer déloyalement la production locale et d'empêcher l'autosuffisance alimentaire par le développement d'une agriculture

orientée vers les besoins des populations locales. Citons encore l'appel lancé par Ricardo Petrella pour que l'on se préoccupe sérieusement de l'or bleu, l'eau, en vue de faire de l'accès à une eau de qualité et de quantité suffisantes, un droit aussi élémentaire que l'ensemble des droits humains et d'empêcher que certaines sociétés transnationales – Vivendi, Lyonnaise des Eaux entre autres - ne s'accaparent ce bien commun de l'humanité en vue de le commercialiser vers les seuls consommateurs solvables.

Les cris d'orfraie des grandes institutions ne seraient-ils qu'un placebo ou déjà un constat d'échec alors que se met en place l'équipe chargée d'évaluer les Objectifs du Millénaire pour le Développement, à la veille de 2010 – deuxième étape de l'examen des résultats obtenus - ou non - selon les engagements pris en 2000 aux Nations Unies ?

Comme le lançait à juste titre, Marie-Anne Isler, députée verte européenne « Rouler ou se nourrir » deviendra-t-il une réalité ? Avec son collègue socialiste Alain Hutchinson, ils expliquent : aujourd'hui, bien que la production céréalière ait augmenté, on s'aperçoit qu'un pourcentage de plus en plus grand de cette production est orienté vers le bétail et les agro-carburants. Ces deux secteurs sont les plus sujets à contrôle et spéculation par les plus grandes firmes internationales de l'agro-business parmi lesquelles Monsanto, concepteur et régulateur des organismes génétiquement modifiés (OGM). En 2007, aux Etats-Unis, 138 millions de tonnes de récoltes ont été soustraites à l'alimentaire au profit de l'énergie, précise la députée verte M.A. Isler Béguin.

Le renchérissement des prix de l'agroalimentaire résulte de choix politiques et stratégiques, s'alimentant de l'insécurité vraie ou fautive d'accès aux réserves d'énergie fossile, du refus d'adopter des choix de consommation et de transport moins énergivores. Le député européen J. Daul, du PPE-ED, dénonce l'opportunité ainsi offerte à quelques grands groupes financiers de spéculer sur les prix, en créant une rareté artificielle de l'offre céréalière,

en stockant des quantités énormes d'aliments dont ils limitent les exportations.

L'ensemble de ces éléments alarme à juste titre ceux qui escomptaient réduire de 50% l'extrême pauvreté. C'est exactement l'inverse qui risque de se produire d'ici à 2015 avec une possible augmentation du nombre de la population victime de la faim un peu partout dans le monde. Les émeutes en Haïti, en Afrique Centrale, en Inde ne seraient donc qu'un premier symptôme.

La faim et le sous-développement, disait déjà en 2003 Jeffrey Sachs, est le premier facteur de déstabilisation planétaire, loin devant le terrorisme ou le risque d'une guerre nucléaire.

L'urgence : modifier les centres de décision, remettre l'humain au cœur des politiques

La question qu'il faut se poser avec force aujourd'hui est à la fois simple et urgente. Cela fait 35 ans que les Institutions de Bretton Woods, la Banque Mondiale, le FMI, le GATT et son successeur l'OMC, ont été chargées d'édicter les règles de la gestion économique planétaire et de veiller à leur bonne application.

Cela fait 35 ans qu'ils prêchent à l'unisson l'orthodoxie de la croissance économique, c'est à dire de la création de richesses sans que l'on se soucie de voir qu'elle a servi exclusivement à enrichir ceux qui étaient déjà nantis.

Rappelons les chiffres alarmants déjà lancés par la CNUCED voici plus de 5 ans ; pendant que 1,2 milliard de personnes sont condamnées à l'extrême pauvreté et 2 milliards à la pauvreté, 1 milliard de personnes se partagent, eux, 87,8% de la richesse produite.

L'ancien Prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz est très clair lorsqu'il tente d'analyser la situation actuelle et qu'il déclare en 2002 : « Aujourd'hui, la mondialisation, ça ne marche pas. Ça ne marche

pas pour l'environnement. Ça ne marche pas pour la stabilité de l'économie mondiale »²

N'était-il pas purement cynique ou tout à fait naïf de confier aux seuls experts économistes et financiers le soin de formuler les voies et moyens du développement ? N'est-il pas urgent que les politiques et tous ceux qui ont pour ambition de créer plus d'état de droit, plus de démocratie, plus de justice reprennent ensemble la direction de la mondialisation ?

En cette année du 60^e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH) rappelons toute l'importance de son article premier : «Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droit. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité».

Quel programme rien que de savoir que nous serions tous libres et égaux de naissance avec pour devoir d'agir pour la fraternité !

Il n'a jamais été aussi urgent de rappeler les fondements de la DUDH, issue de la révolution française – liberté-égalité-fraternité. Aurons-nous l'audace d'en faire les piliers de la mondialisation à venir ?

En guise de conclusion, rappelons-nous cet avertissement de Einstein : « Nous vivons dans un monde de violence. Le danger ne vient pas de ceux qui font le mal, il vient de ceux qui regardent et qui se taisent ».

Pierre GALAND
2 juin 2008

² J.Stiglitz- Ancien Vice-président de la Banque Mondiale et Conseiller de Bill Clinton in La grande désillusion- Fayard 2002.